La dangereuse dérive idéologique de la gauche

Depuis les dernières élections municipales, et la prétendue « vague verte » qui a totalisé seulement 4,38 % des suffrages à l'échelle nationale, contre 33,71 % pour la droite qui est arrivée en tête de ces élections (UDI-LR-DVD), les « verts » se sont lancés dans un véritable concours Lépine du sectarisme. La semaine dernière, on pouvait lire dans la presse que la Municipalité lyonnaise, prenant prétexte du Covid, allait bannir la viande de ses cantines. Inacceptable quand on sait combien les repas de la cantine constituent pour beaucoup d'enfants le seul repas équilibré de la journée. On ne joue pas avec la santé de nos enfants ! Nos écolos-bobos-gauchos, la bouche pleine de poncifs éculés et de leçons de moraline, n'ont aucune notion de la réalité quotidienne des Français. L'urgence est à la crise sanitaire, à la crise sociale et économique, elle n'est pas à la condamnation de notre mode de vie et de nos traditions culinaires ! Car il est là le cœur du problème : une certaine idéologie, de plus en plus influente à gauche, en veut à ce qui fait notre identité collective. Elle s'attaque aux sapins de Noël, elle part en guerre contre les crèches, contre les automobilistes, ou tente d'imposer peu à peu la théorie du genre dans nos écoles et nos services publics… La liste des mesures est longue et pourrait prêter à sourire s'il ne s'agissait pas là de l'avenir de nos enfants, de notre avenir. Face à cela, à Aulnay-sous-Bois, nous, élus de la Droite, entendons préserver notre mode de vie et nous concentrer sur les vrais enjeux : renforcer l'attractivité de notre territoire et le bien-être de ses habitants.

Stéphane FLEURY – Adjoint au Maire des finances et des ressources humaines, Groupe « Républicains, personnalités locales, Libres »

Une femme dans la ville

Pourquoi s'intéresser à la place des femmes au sein de nos centres urbains ? Parce que la cité agit comme un miroir social et raconte une histoire. La journée internationale de la femme du 8 mars nous rappelle que des inégalités demeurent malgré des avancées. Le travail est loin d'être terminé. Nous le poursuivons. Nos femmes aulnaysiennes doivent se sentir en phase avec l'urbanité de notre ville. Leur emploi du temps massif et multiple – travail et très souvent charges domestiques – interroge sur la réponse que nous devons apporter pour mieux vivre en ville. Libérer nos femmes contraintes, améliorer leur visibilité au travers des réussites, favoriser l'accès à la formation, informer et faire de la pédagogie dans les écoles sont des enjeux majeurs. Notre ambition est de permettre à chacune de vivre et de se déplacer dans une ville sécurisée, de faciliter les modes de garde des enfants, d'accéder à la culture, au sport, de s'instruire, d'accompagner chaque femme, chaque fille pour exercer ses libertés et ses choix, de connaitre ses droits, notamment celui de vivre sans violence. En ces temps si particuliers que nous traversons, je tiens à souligner avec beaucoup de respect l'engagement et le professionnalisme des équipes du bureau d'aide aux victimes, du CCAS, des femmes relais et tous les bénévoles qui aident, soutiennent et accompagnent chaque jour des personnes en souffrance. Notre équipe est à la tâche pour accompagner tout cela. Notre ville moderne et digitale fera toute sa place à ces parcours féminins. Et dans l'ombre de la misogynie, nous veillerons à ce que la protection de la femme soit assurée. Pour notre bien à tous.

Karine GIMENEZ – Conseillère municipale déléguée à la lutte contre les discriminations et à l'égalité femme-homme, Groupe « UDI »

La Municipalité mise sur la jeunesse !

Il y a un an, lors de la campagne des élections municipales menée par Bruno BESCHIZZA, nous avions pris l'engagement de donner encore plus la parole à la jeunesse aulnaysienne. Une fois réélu, engagement tenu ! Nous lançons ce mois-ci le Conseil municipal des jeunes (CMJ). Il a pour but d'impliquer davantage les 16-20 ans afin qu'ils contribuent au quotidien de leur ville en proposant des projets réalisables et de leur faire prendre conscience de l'importance de l'engagement dans les affaires de la collectivité. Lors du mandat précédent, nous avions déjà lancé le Conseil municipal des enfants, qui connaît, depuis son lancement, un réel succès. Le Conseil municipal des jeunes en est donc la suite logique. Le lancement du CMJ se fait dans un contexte très particulier… on peut dire qu'il arrive à temps ! À l'heure où les jeunes lycéens et étudiants souffrent de solitude, de difficultés économiques, ou encore d'un enseignement dégradé, nous devons leur apporter des solutions. Le CMJ est une des manières de briser cet isolement et de donner un sens au quotidien de tous ces jeunes. De plus, la Ville a ouvert des espaces de coworking étudiants, financé des formations BAFA, ou encore, avec le territoire Paris Terres d'Envol, financé une bourse au permis de conduite de 1 000 €. De son côté, la Région Île-de-France a elle aussi mis en place un plan massif d'aides pour nos jeunes : 10 000 ordinateurs offerts aux étudiants boursiers, 60 000 chèques numériques, un accompagnement personnalisé pour 10 000 jeunes en difficulté d'insertion, une aide aux prêts étudiants… La Ville et la Région ont donc fait de la jeunesse une priorité en ces temps si particuliers.

Amel LABBAS - Conseillère municipale déléguée à la réussite éducative, Groupe « Alliance Centriste »

L'État à nos côtés dans cette crise sans précédent

Voilà un an que nous vivons au rythme des vagues de contamination du Covid et de ses conséquences sanitaires, économiques et sociales. Cette période longue et incertaine est source de désaccords et de méfiance, d'autant plus que la propagation du virus continue. Pourtant, ce combat de tous les instants est l'affaire de tous : l'État, les régions, les départements, les communes, les entreprises, les associations et chacun d'entre nous au quotidien avec le maintien de la distanciation sociale et l'entraide envers nos proches, nos voisins et les plus fragiles. Comme vous le savez, l'État a répondu à cette crise majeure en prenant des décisions importantes qu'il convient de rappeler objectivement. D'abord en direction de la santé et de la lutte contre le Covid : protocole sanitaire et de distanciation sociale, confinement, couvre-feu, vaccination et tests gratuits, isolement et accompagnement des contaminés, suivi des cas contacts, protection des personnes vulnérables, outils numériques, plan de modernisation de notre système de santé. Ensuite, des mesures économiques de protection des entreprises et des salariés et de soutien aux secteurs d'activités fortement impactés : chômage partiel, prêts directs ou garantis par l'État, fonds de solidarité, aide à l'embauche. Enfin, des mesures sociales pour prévenir et lutter contre la bascule dans la pauvreté : aides aux bénéficiaires RSA, jeunes précaires, étudiants. Cette liste, bien que longue, est loin d'être exhaustive. Face à cette grande pandémie, l'État a déployé des moyens colossaux que les polémiques ne devraient pas occulter. Restons unis et solidaires, la mobilisation de chacun est nécessaire pour vaincre ce terrible fléau.

Anne-Marie DARD - Conseillère municipale, Groupe « Aulnay plus fière, plus forte »

Pour une ville enfin égalitaire !

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis ». Jamais les paroles de Simone de Beauvoir n'ont autant résonné qu'en cette période de pandémie. Avec la Journée internationale des droits des femmes, ce mois de mars est l'occasion de dresser un bilan et de faire entendre des revendications pour lutter efficacement contre les inégalités femmes-hommes. Des inégalités présentes dans tous les domaines et qui restent encore aujourd'hui des atteintes aux droits fondamentaux les plus généralisées au monde. La crise sanitaire que nous traversons et ses conséquences sociales et économiques ont aggravé ces inégalités. Selon l'ONU, « l'épidémie a touché fortement les femmes : leur niveau de vie a baissé, leur exposition au virus est plus forte, leur quantité de travail domestique a augmenté tout comme les violences conjugales dont elles sont victimes ». À Aulnay, il en va de notre responsabilité d'élu.e.s d'apporter des réponses pour agir concrètement contre les inégalités de genre et ainsi renforcer la justice et la cohésion sociale sur notre territoire. Une collectivité a le pouvoir de fournir et promouvoir l'accès à un logement pour les femmes victimes de violences, de renforcer les systèmes de garde d'enfants pour que les parents concilient vie professionnelle, publique et privée, de former tou.te.s les agent.e.s et élu.e.s aux violences faites aux femmes, d'éduquer à l'égalité auprès de nos enfants, de construire un environnement urbain plus mixte, de nommer nos rues par des noms de femmes… Alors ensemble, mobilisons-nous pour une ville enfin égalitaire !

Sarah KASSOURI – Conseillère municipale, Groupe « Les élu.e.s de gauche, écologistes et citoyenn.e.s : Aulnay en commun »